

EDITORIAL

Le GIPRI s'attache à élaborer progressivement une grille de lecture des conflits en la confrontant aux situations de crise que l'actualité met à l'ordre du jour.

La présente *Lettre du GIPRI* évoque ainsi l'Ukraine au travers d'une note de lecture sur le livre robuste de Guy Mettan : *Russie – Occident : une guerre de mille ans*. Rédigée par Kseniia Fontaine, la note situe la crise entre la Russie et l'« Occident » dans son contexte historique et géopolitique. Notre précédente *Lettre* évoquait le colloque de novembre à Saint-Pétersbourg, auquel Guy Mettan a participé, aux côtés d'Eric Hoesli, Georges Nivat et de plusieurs universitaires et journalistes russes.

Cette *Lettre* rend aussi compte du colloque du 27 mai sur « le moment terroriste », auquel le GIPRI s'est associé avec le GCSP et le site <http://prochetmoyen-orient.ch>. Programmé avant les attentats de Paris, le colloque s'est efforcé de proposer des analyses plurielles donnant la parole à des chercheurs et praticiens de la lutte anti-terroriste des deux rives de la Méditerranée. La préoccupation, là encore, d'inscrire les faits dans leur complexité, nous conduit à rendre compte de l'ambitieux livre de Georges Corm : *Pensée et politique dans le monde arabe*. Georges Corm met en évidence la richesse des courants de pensée des mondes arabe et musulman, trop souvent confondus. Il souligne que la version intégriste de facture saoudienne prévaut d'autant plus qu'elle s'est mise au service d'une politique occidentale de restructuration du « Grand Moyen-Orient », elle-même inscrite dans la vision néolibérale de la mondialisation.

L'Afrique n'est pas oubliée. Le GIPRI s'implique dans un projet burundais qui associe culture de paix et projet de développement. Notre ami Angelo Barampama, membre de notre commission scientifique, et son épouse Daphrose,

œuvrent avec une équipe sur le terrain, ce depuis plusieurs années. L'actualité violente au Burundi rattrape nos préoccupations déjà anciennes, dont témoigne une de nos publications antérieures.

Au fil de ces travaux à la fois théoriques et pratiques, le GIPRI renforce son équipe. Manuela Palluat-Natural, Bruno Arcidiacono et Patrick Bollé ont récemment intégré notre Conseil de fondation.

Enfin, Madame Kseniia Fontaine nous apporte un concours apprécié, particulièrement dans le lancement d'un ambitieux projet intitulé « Quelle paix pour quel ordre du monde ? » Conduit par le tandem constitué par le Professeur Mahmoud Mohamedou, à la fois directeur adjoint du GCSP et professeur à IHEID, et par moi, le projet sollicite les perspectives de chercheurs provenant de différents horizons géographiques, culturels, politiques. Il veut mettre en évidence la nécessité, sans en oublier les difficultés, de construire d'urgence un monde multipolaire à pour éviter les errements des dernières décennies. Ce projet bénéficie du soutien de la Loterie Romande, à laquelle nous exprimons notre gratitude.

Gabriel Galice
Président du Conseil de Fondation du GIPRI

LE MOMENT TERRORISTE

ANCIENNES MENACES, NOUVEAUX
ENJEUX ET MUTATIONS

27 mai 2015

Lieu : Geneva Centre for Security Policy, Maison de la Paix

Le colloque a été organisé par le Centre de Politique de Sécurité, Genève (GCSP), l'Institut International de Recherches pour la Paix à Genève (GIPRI) et Prochetmoyen-orient.ch, en collaboration avec l'Institut des Cultures Arabes et Méditerranéennes (ICAM).

Le colloque se composait de quatre parties au cours desquelles les intervenants ont évoqué le phénomène du terrorisme dans une approche pluridisciplinaire.

Christophe Boursiller, Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, Gabriel Galice et Richard Labévière ont analysé le contexte historique et ses implications.

Xavier Colin, François-Bernard Huyghe, Jean-Paul Rouiller ont évoqué la question de la place du mouvement terroriste dans les médias, ainsi que des moyens de communications utilisés par les terroristes.

Jean-François Daguzan, Laurence Aïda Ammour, Karim Bitar ont mis en exergue la question des frontières, ainsi que leurs limites.

Finalement, **Alain Bitar, Mhand Berkouk et Alain Chouet** ont cherché à construire une stratégie d'une action proactive de lutte contre le terrorisme.

A l'heure actuelle, le thème du terrorisme demeure central dans les relations internationales. Sa longue histoire est caractérisée par une guerre sans règle, asymétrique. Elle remonte aux luttes de décolonisation (la guerre en Algérie, par ex.).

Selon le **Professeur Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou**, le terrorisme n'est pas une question de religion mais soulève au contraire celle de la modernité. Cette question est liée à la période post-moderne.

Le monde a connu différentes incarnations du mouvement qui ne cesse d'évoluer. Chaque nouvelle génération reprend le récit historique du précédent en le modifiant et le complétant. La société se retrouve actuellement dans une phase de contextualisation historique.

Deux groupes terroristes principaux ont marqué l'évolution du mouvement. Le groupe islamiste Al-Qaïda l'a militarisé et promu au-delà de son pays. Il a également transformé l'islam en une idéologie. Daech, groupe éminemment post-moderne, diffère considérablement d'Al-Qaïda. Ayant développé sa propre base économique et industrielle, il se répand rapidement. Durant 11 mois, Daech a supplanté Al-Qaïda. **Mhand Berkouk** souligne que chaque réponse doit être contextualisée car Al-Qaïda et Daech ne sont pas équivalents. Daech est caractérisé par la rapidité de communication et l'ambiguïté de ses actions. Le groupe représente une forme de terrorisme réfléchi avec une structure économique et technique bien développée. Il bénéficie d'un financement considérable et utilise un mode de recrutement moderne. L'occident ne doit plus ignorer l'existence de ces investissements.

Le terrorisme représente une action directe, déterminante ou bien « un acte révolutionnaire qui vise à changer quelque chose ». Le mouvement possède une logique révolutionnaire qui s'oppose au monde. Il peut être comparé avec le bolchévisme et la révolution mondiale.

Il existe deux formes de terrorisme : le terrorisme criminel (Charlie Hebdo, attentat à Boston) et le terrorisme « belligérant » (guerre). D'un point de vue géopolitique (géographique), il est possible de distinguer le conflit interne (en Algérie, en Tchétchénie), le conflit multinational (Syrie, Afghanistan) et le terrorisme régional. Le terrorisme moderne va au-delà de ses frontières historiques. Le mouvement débouche sur d'autres régions.

Laurence Aïda Ammour réfléchit sur les moyens employés par le terrorisme pour s'incarner dans un système existant. Elle démontre l'existence d'un conflit polycentrique qui peut sortir de son foyer et déboucher sur d'autres régions. De ce fait, des conflits « gelés » risquent de se transformer en une forme de résistance terroriste active.

Le rôle de l'image devient crucial dans la propagation du mouvement terroriste. Le

terroriste utilise des images afin de démontrer sa force. Ses actions sont théâtralisées. Il envoie un message performatif qui vise à faire peur au public. Ce fait produit une contrainte médiologique. Les techniques particulières utilisées sont celle de la censure pour interrompre la diffusion de l'image et celle du contournement pour rester anonyme.

La circulation de l'image existait déjà à l'époque de la guerre en Afghanistan. Pour Al-Qaïda, la communication était tournée vers l'extérieur. Le groupe utilisait différents modes de communications, comme sms, courrier, sites à double fonction, etc. Dès les années 2000, la communauté internationale constate un changement d'approche de la communication. Dès lors, la celle-ci est moins contrôlée. Daech utilise activement les divers réseaux sociaux. Ce mode de communication se caractérise par la rapidité et exclut la possibilité de réagir immédiatement. Selon **Jean-Paul Rouillier**, il est faux d'affirmer qu'il n'y a pas d'images sur la préparation des actes terroristes.

Les réseaux sociaux changent la logique de communication. Ils jouent un rôle important dans l'organisation des actes terroristes ainsi que dans la provocation. La communauté internationale réagit différemment, plus souvent en faisant un contre-message (la France). Cependant, il est nécessaire de développer d'autres stratégies de réaction (Ex : Mango japonais). De ce fait, la communication opérationnelle devient une course permanente entre les services et les mouvements terroristes. **Xavier Colin** met en exergue le rôle des images à travers lesquelles les terroristes démontrent leur force. (Ex : la destruction probable de Palmyre par Daech) Le groupe joue sur une forme de mimétisme.

L'Etat influence considérablement sur le déroulement des actions. Il représente à la fois une victime et un acteur actif de la propagation du mouvement. Les terroristes bénéficient de financement provenant des marchés du pétrole.

Karim Bitar se demande quelle réponse donner au terrorisme et propose une approche pluridisciplinaire qui permettrait d'étudier la question du terrorisme d'une manière plus détaillée. Selon lui, la religion n'est pas le seul facteur déterminant. Le rôle de la géopolitique devient décisif. La guerre globale contre le terrorisme a affaibli la démocratie en Occident.

Elle a servi d'alibi pour les actes de répression. Aujourd'hui, nous pouvons constater un phénomène de dislocation et d'effondrement des structures.

A l'heure actuelle, il existe une confusion entre la guerre et la lutte anti-terroriste. On applique l'étiquette « terroriste » partout à condition d'être musulman. Chaque intervention militaire provoque des conséquences inattendues, notamment la formation des groupes terroristes comme Al-Qaïda et Daech. Il est donc indispensable d'éviter de commettre les mêmes erreurs et faire attention aux services de renseignement.

Lors du colloque, le groupe d'experts a essayé d'aborder la question du terrorisme d'une manière internationale plutôt qu'euro-péenne. Les intervenants ont évoqué la question du cycle du terrorisme, des aspects coloniaux et postcoloniaux, ainsi que le rôle de l'Etat.

La question du terrorisme reste complexe. Sa forme d'expression produit la radicalisation et la violence. Les terroristes agissent par l'acte. Ils transmettent et contrôlent la transcendance.

Pour lutter d'une manière efficace contre le terrorisme, la communauté internationale ne doit pas négliger l'aspect contemporain du mouvement ni son évolution rapide.

Finalement, il est indispensable de prendre en considération l'aspect humain. On ne fait pas la guerre au terrorisme mais aux terroristes. Les erreurs politiques commises entraînent de lourdes conséquences.

*Ksenia Fontaine
Stagiaire au GIPRI*



BURUNDI 2015 :

LA PAIX EST LA SEULE VOIE POSSIBLE¹

Angelo Barampama

Membre de la Commission scientifique du Girie

Le 25 avril 2015, le parti au pouvoir désigne le Président Nkurunziza comme candidat à l'élection présidentielle, prévue pour le mois de juin.

1. Une candidature qui met le feu aux poudres

Depuis, la situation socio-politique, déjà tendue, n'a cessé de se dégrader. Comme préannoncé depuis des semaines, des manifestations contre un 3^{ème} mandat du président sont organisées dès le lendemain dans plusieurs quartiers de Bujumbura, la capitale, menées par des partis d'opposition et des organisations de la société civile.

Des manifestations qui sont mal tolérées par le pouvoir en place, qui les considère comme une insurrection contre lui et qui durcit le ton. La situation ne cesse alors de se dégrader et la peur gagne progressivement les esprits, poussant de nombreux Burundais (plus de 100.000 d'après certaines estimations) à se réfugier dans les pays voisins – quand ce n'est pas au-delà des mers pour les plus chanceux ! Les radios étrangères diffusent des analyses et commentaires qui laissent entendre que des menaces bien sérieuses pèsent sur certaines catégories de la population. Une tentative de coup d'Etat survient le 13 mai 2015, au moment où un sommet sur la crise burundaise allait s'ouvrir à Dar-es-Salaam, en Tanzanie. Le Président qui était parti à ce sommet parvient à regagner le pays et à reprendre la situation à son avantage.

Ce coup d'Etat, curieusement mené et très vite avorté, vient accroître le doute et la peur dans les esprits. Le départ de citoyens burundais vers

l'étranger se poursuit pendant que le pouvoir assure que la paix règne dans le pays à 99 %. Se poursuivent également les manifestations contre le 3^{ème} mandat du Chef de l'Etat et, momentanément, elles gagnent même du terrain : de nombreux quartiers de la capitale ainsi que certaines localités de l'intérieur du pays sont touchés.

Les moyens forts sont alors mis en œuvre par la police pour juguler la contestation : gaz lacrymogènes, blocage de nombreux passages clés afin d'empêcher les manifestants d'accéder au Centre-ville, arrestations de manifestants, etc. La police n'hésite pas à tirer à balles réelles sur les manifestants, des grenades sont lancées ici et là, sans que l'on sache bien par qui, faisant plusieurs victimes. L'armée semble jouer la neutralité et s'interpose souvent entre manifestants et policiers. D'un côté, barrières policières et contrôles stricts dans les quartiers ou sur les routes, policiers armés massés le long des routes, tirs dans l'air ou parfois sur les manifestants. Côté manifestants, barricades de fortune et jets de pierres, vieux pneus et autres débris brûlés, des colonnes de fumées noires qui montent dans le ciel. De l'avis de connaisseurs de la capitale, les actes de violence observés du côté des manifestants sont l'œuvre d'éléments incontrôlés, voyous et autres bandits, qui profitent de ces manifestations pour semer la pagaille et piller.

La diplomatie s'agite, notamment au niveau de l'Union africaine (UA) et des ensembles régionaux africains. La Communauté internationale (Pays occidentaux, Nations Unies, Organisations internationales et ONGs de tous calibres) n'est pas non plus en reste même si toutefois, elle semble privilégier «une solution à l'africaine». Mais apparemment rien n'y fait ! La situation ne cesse de se dégrader et la peur continue à tenailler les esprits poussant toujours plus de filles et de fils de ce pays à le quitter pour se mettre à l'abri à l'extérieur ou, en tout cas, pour ceux qui le peuvent, à quitter Bujumbura (qui semble en état de siège !) pour l'intérieur. La folie meurtrière, quant à elle, ne fait que s'étendre même à l'intérieur – au moment où nous écrivons ces lignes, la radio nationale annonce que deux grenades ont été jetées l'une dans un bistrot d'une localité de la province Ngozi (natale du Président) appelée Burengo, et l'autre dans la province Kirundo, au Nord du pays. Bilan : au moins 4

¹ Une version imprimable complète (texte et graphiques) de cet article est disponible à l'adresse: http://www.gipri.ch/wp-content/uploads/2015/07/CRISE-AU-BURUNDI-LA-PAIX-EST-LE-SEUL-CHEMIN_03072015-2.pdf

morts, qui viennent s'ajouter à la septantaine des manifestations contre le 3^{ème} mandat, et des dizaines de blessés, dont plusieurs gravement. Comme si Thanatos - le dieu de la Mort- était décidé à frapper toujours de plus en plus fort et aveuglement. Et que ceux qui restent continuent à espérer je ne sais quel Godot qui viendra les sauver, on ne sait quand ni comment ! Car le spectre de la guerre ne fait que se renforcer inexorablement au détriment des projets de paix, renvoyant aux calendes grecques l'espoir de transformation sociale et de développement économique, véritables et durables, dans un pays qui, pourtant, en tant besoin.

2. Quand l'absurde devient la règle

Depuis des mois, ou plutôt depuis des années, des pronostics sont faits et des scénarios établis, sans que, apparemment, ceux qui décident – ou croient décider – de l'avenir de ce pays et de ces populations daignent y prêter attention. Dans une chronique parue le 27 avril 2015², le professeur Filip Reyntjens, de l'Université d'Anvers, grand connaisseur de la Région des Grands Lacs, a établi six scénarii pouvant survenir au Burundi. Des « scénarii spéculatifs » - selon cet universitaire- qui « vont de souhaitables à catastrophiques » et « présentés à titre d'alerte pour montrer que le Burundi peut devenir dans un proche avenir une très dangereuse boîte de Pandore pour la région des Grands-Lacs ». Parmi ces scénarii catastrophiques, ceux qui exacerbent le caractère régional des conflits semblent être les pires³.

Cette analyse qui soulève des commentaires méchants, pour ne pas dire idiots (voir les sites mentionnés), mériterait pourtant un peu plus d'égards de la part des acteurs politiques et décideurs du Burundi et de la Région des Grands Lacs. Elle a au moins le mérite de poser le problème en appelant le chat un chat et à découvert. Elle invite à la réflexion.

Réflexion qu'une trentaine d'intellectuels et hauts responsables burundais, civils et religieux, ont engagée en 2000, à l'instar des « *Montfleur*

Scenarios » sud-africains, sous le titre de « *Les Scenarios d'avenir pour le Burundi* » et qui mériterait, elle aussi, d'être revisitée en cette période de crise⁴.

Au cours de trois ateliers tenus à Wolvenhof, au Pays-Bas entre avril et août 2000, les participants ont fait le tour des problèmes et incertitudes qui pesaient sur le Burundi à cette époque. Période cruciale où l'on entrait dans la ligne droite des négociations qui allaient déboucher sur la signature de l'Accord de paix d'Arusha le 28 août 2000 – aujourd'hui au cœur de la crise qui secoue le pays. L'espoir était l'un des thèmes transversaux des rencontres, tout comme les forces motrices majeures qui avaient – ou pouvaient avoir – un impact significatif sur le futur du Burundi. Comme relevé au colloque sur les « Scenarios d'avenir pour le Burundi et l'Afrique des Grands Lacs »⁵, nombreuses étaient alors les craintes que l'on avait en cette année 2000, dont un grand nombre se retrouvent, en 2015. Allait-on parvenir à un accord satisfaisant pour toutes les parties, le signer et le mettre en pratique ? Dans un cas ou dans un autre, quelle allait être l'attitude des pays voisins et celle de la communauté internationale ? Une multitude de scénarios possibles furent alors passés en revue et condensés en quatre principaux, allant du meilleur, appelé « Simbimanga », au pire, baptisé « Kanirabagabo », en passant par un qui s'appelle « Mperangenda » et enfin « Bugirigiri ». Les noms kirundi ont été longuement discutés et soupesés afin de trouver les bonnes formules qui pouvaient parler profondément aux Burundais.

En introduction au scénario du pire de Kananirabagabo [ntiyimye], qui supposait l'échec des négociations et la non-signature de l'Accord, le constat de départ était le suivant :

«Celui qui est sourd à tout conseil est un véritable suicidaire!» Ce proverbe s'appliquera au Burundi quand les négociations pour aboutir à un accord de paix susceptible de redonner sécurité et sérénité à la population auront échoué. Toutes les institutions seront déstabilisées et le pays tombera entre les mains de

² Voir <http://www.iwacu-burundi.org/analyse-scenarios-pour-le-burundi/> et <http://www.bujumbura.be/>

³ Le lecteur trouvera un schéma les résumant en suivant ce lien : <http://www.gipri.ch/wp-content/uploads/2015/07/Scenarios.pdf>

⁴ Voir le schéma en suivant ce lien : <http://www.gipri.ch/wp-content/uploads/2015/07/Scenarios-2.pdf>

⁵ Département de Géographie de l'Université de Genève, Genève, 20 et 21 avril 2006.

prédateurs de tout acabit. Interpellée, la Communauté internationale interviendra pour tenter d'arrêter le chaos, mais la montagne accouchera d'une souris : l'opération n'aura pas les résultats escomptés. Les forces internationales se retireront, abandonnant les Burundi à leur zizanie ».

étrangères pour aider de nouveau à remettre de l'ordre dans le pays.

Au colloque de 2006, nous évoquons les craintes qui étaient celles des participants aux ateliers de 2000 comme suit :

« Parmi les craintes évoquées [en 2000] il y eut entre autres : la poursuite et l'intensification de la guerre dans le pays, la désintégration totale du pays, l'influence néfaste des puissances extérieures, les mauvaises formes de gouvernance – telle que la dictature engendrant la guerre civile-, l'instabilité sous-régionale, la médiocrité du leadership national, la poursuite de l'héritage empoisonné de la culture de la haine et l'intolérance, l'extension de la paupérisation – source de conflits encore plus violents-, le manque d'engagement, le génocide à la rwandaise frappant l'une des deux grandes composantes de la société burundaise⁶.

Dans « Mperangenda » – « Je meurs à petit feu », les participants aux ateliers ont imaginé que si les accords étaient signés sans beaucoup de convictions par une partie de la classe politique, ils n'allaient pas survivre aux tensions et heurts internes. Et que le désordre allait alors conduire à la mort lente de l'Etat, au vu et su des parties signataires, incapables de surmonter leurs divisions et de reconstruire le pays. Comme pour les autres scénarios, les participants se voyaient en 2025 en train de parler à leurs enfants et petits-enfants de ce qui s'est passé depuis août 2000. Voici un extrait du constat qui allait être le leur :

L'espoir caressé de développer des espaces démocratiques caractéristiques d'un État moderne s'évanouit très rapidement. L'exercice des droits et des libertés individuelles resta un leurre au moment où la société civile se politisait à outrance. L'essor économique projeté, avec le concours de la coopération bilatérale et multilatérale fut compromis faute de stabilité politique. Il y eut blocage du développement du secteur privé, absence d'investissement étrangers et les pays partenaires qui avaient promis l'annulation de la dette extérieure se rétractèrent.

La reprise de la rébellion, le désordre général causé par les affrontements entre les policiers et les gendarmes, le mécontentement des agents de l'État, rendaient le pays inhabitable. Certaines populations quittèrent leurs terres et leurs maisons pour se regrouper dans des lieux où elles se sentiraient plus en sécurité. D'autres reprirent la route de l'exil vers les pays limitrophes. Les belligérants cherchèrent chacun des appuis mortifères dans la sous-région. Les groupes armés se rendirent progressivement maîtres de larges portions du territoire national et y imposèrent leur loi. D'autres forces poussaient leurs chefs à opérer un coup d'État ou à solliciter des interventions

En ces mois d'avril-mai-juin 2015, le Burundi est loin du scénario idéal « Simbimanga [Imana icane] » - « Saute par dessus le précipice [et que Dieu t'accueille sain et sauf de l'autre côté du gouffre] ». Il est plutôt plus proche de ceux de Kananirabagabo et Mperangenda, avec une certaine dose de « Bugirigiri » - « L'union fait la force », via notamment l'intégration régionale dans la Communauté Est-Africaine. Plus proche de l'affrontement, la guerre et la violence, que de la paix préconisée par le scénario Simbimanga. Avec comme corollaires la violation des droits fondamentaux : droit à la vie, droit à la liberté de pensée et d'expression. Soit en clair, une situation de fortes dissymétries dans les relations socio-politiques qui, si l'on n'y prend pas garde, pourraient déboucher sur une politique extrême de population. Comme nous le relevions en 2006, « ces dissymétries peuvent déboucher sur la non-reconnaissance des besoins et des droits des uns par les autres voire même à la destruction de l'Autre, qui s'avère souvent et à la longue n'être qu'une auto-destruction, individuelle et/ou

⁶ Angelo Barampama, « Flash sur les travaux et les résultats des ateliers de Wolvenhof », in Angelo Barampama et Roger Eraers, *Scénarios d'avenir pour le Burundi et l'Afrique des Grands Lacs*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 37.

collective – autrement dit, une sorte de « destruction mutuelle assurée »⁷

3. De la dissymétrie dans les relations à la politique du « Kazibe ».

Dans l'observation de l'exercice du pouvoir, les « petites gens » ont parfois une traduction synthétique qui n'a rien à envier aux constructions savantes des académies. Nous en voulons pour preuve cette réflexion d'un ouvrier de Bujumbura qui, au mois de mai 2015, nous fit une belle leçon d'analyse politique. Parlant des régimes qui se sont succédé à Bujumbura de 1966 à aujourd'hui et l'autoritarisme qui les caractérise, il nous fit la synthèse suivante: « Vous, avec votre âge, vous savez ce qui s'est passé sous Micombero⁸ et ceux qui l'ont suivi, n'est-ce pas ? ». Et comme nous faisons semblant de ne pas comprendre, il ajouta : “ Kazibe ! ” - “ La boucle ! ”, vous connaissez, n'est-ce pas ? Eh bien ça n'a pas changé ! ». Avec ces quelques propos et l'expression « *Kazibe* », il avait tout dit par rapport à la manière forte dont le pouvoir actuel gère la crise née de la candidature du Président à un troisième mandat. Une manière forte qui ouvre la porte à tous les dérapages que laisse imaginer une image comme celle de ce gamin cerné et terrorisé par quatre policiers (voir image ci-joint).



Tout dit aussi au sujet de la destruction des radios indépendantes et le musèlement de la presse et tout ce qui s'en suit. Une analyse dont la pertinence n'a pas tardé à être vérifiée, quelques

⁷ Angelo Barampama, « Approche relationnelle du pouvoir et scénarios d'avenir en Afrique des Grands Lacs », in A. Barampama et R. Eraers, *op. cit.*, p. 26 et 27.

⁸ Nom du capitaine qui fit le coup d'Etat du 28 novembre 1966 et mit fin à la monarchie dans le pays. Son régime dictatorial s'est distingué par l'élimination physique, en 1972, de 300.000 personnes et l'exil d'environ autant.

jours après, avec la publication dans le magazine *Iwacu*⁹ d'un article au titre ô combien évocateur : « *Au CNDD-FDD vous vous taisez ou vous partez !* ». Titre d'une longue interview d'un député de la majorité présidentielle récemment parti en exil, ancien président de la commission chargée des affaires politiques, administratives et des relations extérieures à l'Assemblée Nationale. « *Chez nous*, précise cet Honorable – on appelle ainsi les députés dans le pays –, *lorsque vous êtes contre une décision du patron ou du parti, ou vous vous taisez et vous faites profil bas ou vous prenez le large* ». Sous-entendu: « Comme moi et bien d'autres ».

4. De la politique du « Kazibe » au règne de Radio Tam-Tam

C'est connu de tous les analystes et stratèges, l'information est un élément central de la relation humaine et du pouvoir. A tel point que, selon des spécialistes, sa maîtrise est « un enjeu capital des conflits du XXIème siècle ».

« L'information, lisons-nous sur le site Info.guerre, n'est plus une seule nécessité, elle devient un élément majeur de l'art de la guerre : arme redoutable pour celui qui la maîtrise, elle permettra de gagner un conflit qu'il soit militaire ou économique avant ou pendant les hostilités, parfois sans tirer un coup de feu. Dans son développement extrême, elle pourrait faire de l'affrontement armé sur un champ de bataille l'ultima ratio de la guerre à l'âge de l'information, celle qui nous attend au XXIème siècle »¹⁰.

D'où l'importance d'une information de bonne qualité, librement partagée à travers media et rencontres de tous genres (conférences, colloques, débats divers, etc.) formelles et informelles, etc. Car, effectivement, du choc des idées jaillit la lumière et la vérité. Une vérité qui sauve, libère et fonde le droit et l'action.

Les Burundais d'avant mai 2015 l'avaient bien compris. Eux que, jusqu'à la destruction des radios et télévisions non gouvernementales, on voyait à l'affût de l'information. Aux champs,

⁹ *Iwacu*, vendredi, 12 juin 2015 – n°326

www.Iwacu-burundi.org.

¹⁰ <http://Infoguerre.com>.

comme sur les chantiers, au bistrot comme sur la route, ils avaient tout le temps l'oreille collée sur leur téléphone. Non seulement pour causer avec leurs meilleurs ami-e-s, mais aussi et surtout pour être au diapason du monde et de l'actualité du pays, développée par les radios libres, avant de s'en saisir pour un débat bien nourri et bien nourrissant.

Depuis la forfaiture du « Kazibe » imposée aux radios libres par le feu, c'est désormais « Silence Radio ! ». C'est le Blackout quasi-totale sur l'information et l'analyse politique libres qui entraîne deux biais fort dangereux pour le pays s'il devait se prolonger encore longtemps. Le premier est que le débat politique est déplacé de l'intérieur du pays pour se mener à partir de l'extérieur, par des media étrangers, dont particulièrement Radio BBC, La Voix de l'Amérique et, dans une moindre mesure, Radio France Internationale – RFI. La BBC et la VOA font un effort bien louable d'informer les Burundais à travers des bulletins d'information et des débats politiques fort animés.

Mais seulement, cet effort louable comporte un gros hiatus qui n'est pas sans risque grave si cela devait durer encore longtemps. En effet, le citoyen burundais niché sur sa colline ou le flanc de sa montagne qui entend le débat de son pays mené par des Rwandais depuis Washington ou Londres, en Kinyarwanda - qui d'ailleurs n'a plus de Kinyarwanda que de nom pour certains- en lieu et place du Kirundi, il a de quoi se sentir mal à l'aise et se poser des questions, ou tout simplement se détourner de ce qui peut paraître comme une forme de colonisation mentale. Une colonisation inconsciente peut-être, mais sûrement grave pour la culture burundaise et l'avenir du pays.

Le deuxième biais est que l'information et le débat libres et objectifs sont remplacés par les bulletins de Radio Tam-Tam, la Voix du Bouche-à-Oreille et de Madame Rumeur. Une rumeur qui est incontrôlable et destructrice. Une rumeur qui ne fait qu'amplifier les faits et déformer gravement la Réalité. Une rumeur dont le corollaire s'appelle La Peur. Une peur qui s'amplifie à la vitesse GV, grâce notamment au téléphone et, de plus en plus, les nouvelles technologies de l'information et la communication (NTIC). Des NTIC que le pouvoir ne peut pas contrôler à sa guise, même si cela était son

souhait. Or, comme chacun le sait, la Peur est mauvaise conseillère.

Partant, personne ne devrait s'étonner de ce que des milliers de citoyens honnêtes qui, à tort ou à raison, se sentent menacés, choisissent d'abandonner tout derrière eux pour devenir, du jour au lendemain, des hommes et des femmes sans Terre et sans Repère, à la merci de tout – maladies, faim, malnutrition, humiliations de toutes sortes – comme peuvent en connaître les réfugiés, d'où qu'ils soient ! Des réfugiés qui, du fait de l'injustice qui leur est faite, deviennent des viviers de recrutements pour insurrections et rébellions armées. Des rébellions qui, selon Radio Tam-Tam sont déjà en train de s'organiser depuis les pays voisins du Burundi pour venir réclamer leurs droits, ou ce que certains croient leur part, à ce pouvoir qui permet de participer à « la traite de la vache-Etat ».

Toujours selon Radio Tam-Tam et sa compagne, Madame Rumeur, la diplomatie se bouge pour essayer de trouver une issue à l'impasse et le blocage qui découlent de la candidature du Président sortant (pour un 3^{ème} mandat), officialisée le 25 avril mais supposée depuis des mois, voire des années. Seulement, voilà, même du côté de la diplomatie, ça grippe et les médiations se succèdent à un rythme plus ou moins effréné, sans que rien de concret n'en sorte. Et pendant que, par contre, la situation ne cesse de se dégrader, pendant que Mmes Rumeur et Peur poursuivent leur travail de sape des fondements même de la société burundaise, par un tour de passe-passe dont seuls les juristes - et les constitutionnalistes en particulier- ont le secret, on joue les prolongations, et les nième quarts ou mi-temps d'un match qui n'aurait pas dû avoir lieu¹¹. Surtout, sans que l'on puisse dire si le pays ne va pas encore une fois plonger dans l'abysse de la guerre et préserver l'incalculable bien qu'est la Paix. Une Paix sans laquelle on ne peut rien entreprendre de solide et de durable, dans quelque domaine que ce soit. Une paix qui suppose que soient sauvegardés les intérêts et les droits de tous et à tous les niveaux- et pas seulement ceux - à court terme- de ceux qui disposent du monopole de la violence légitime (Max Weber). Des intérêts

¹¹ A ce sujet, lire Stef Vandeginste, « Droit et pouvoir au Burundi. Un commentaire sur l'arrêt du 4 mai 2015 de la Cour Constitutionnelle dans l'affaire RCC 3303 ». A paraître dans F. Reyntjens et al., *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2014-2015*

et des droits, à commencer par les plus basiques, comme le droit à la vie, le droit à se nourrir correctement et celui de s'exprimer librement. Ce qui nous amène à dire quelques mots sur les raisons qui constituent la lame de fond de la crise actuelle.

5. Quelques raisons profondes de la crise

A la signature de l'Accord de paix d'Arusha, le 28 août 2000, les Burundi ont pu respirer et espérer. Espérer passer définitivement de la violence à la paix, passer par-dessus le précipice de la guerre et la haine – « gusimba imanga » et construire un pays prospère et sûr pour tous. Quand on les rencontrait, ils disaient avoir enfin du répit. Un répit qui devait se transformer en paix durable, selon le scénario « Simbimanga » évoqué précédemment. Mais alors, comment expliquer que, en 2015, le pays semble aller tout droit vers l'irréparable de la guerre, semeuse de haine et de pleurs, avec ses cortèges de malheurs ? Seuls les psychiatres peuvent nous donner des réponses plausibles à cette question. Mais, bien que n'étant pas psychiatre, tentons néanmoins d'évoquer quelques éléments de réponse qui permettent d'aller au-delà des apparences.

L'une des explications plausibles de ce qui précède est à chercher dans la dissymétrie des relations socio-politiques que le pays a connues depuis les années 1960. Ces relations ont été caractérisées par des éliminations physiques massives et répétitives de citoyens et citoyennes innocents, souvent par ceux-là même qui auraient dû les protéger et qui n'ont jamais été inquiétés. Une culture de l'impunité¹² s'est ainsi installée depuis des décennies, contribuant à la « nainisation » et la stérilisation des esprits. Et au moment où d'autres nations ont pris de l'envol, le Burundi a fait du surplace, quand il ne régressait pas alors qu'il partait de très bas. C'est ce qui se déduit de l'évolution de l'indice (composite) du développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

¹² A sujet, voir la prise de position du Groupe écoute et réconciliation dans l'Afrique des Grands Lacs, intitulé « Pour en terminer avec la « culture de l'impunité » au Rwanda et au Burundi », Genève, IUED, décembre 1994. Nous faisons partie dudit groupe.

pour le pays sur une période de plus de 30 ans, entre 1980 et 2010¹³.

Avec un IDH qui est l'un des plus bas du monde (0,230 en 1980 et 0,389 en 2013), le pays a fait du surplace entre 1980 et 2000, période durant laquelle son IDH est passé de 0,230 à 0,290. Et même, entre 2008 et 2013 où il semble avoir progressé (de 0,362 à 0,389), comparativement aux autres pays, il a en réalité fait du surplace puisque le changement en termes de rang est de 0 pendant cette période. Ce qui n'étonne pas alors qu'il se trouve en queue de peloton (180^{ème} rang sur 186).

Pendant ce temps, un autre paramètre mérite d'être pris sérieusement en considération. C'est la population qui, dans le même temps – 1980 - 2015 est passée de 4.300.000 en 1980 à 6.716.000 en 2000, 9.121.000 en 2010 et 10.742.000 en 2015. Avec un taux de croissance de l'ordre de 3% par an, les projections donnent 17.246.000 en 2030 et 30.398.000¹⁴ en 2050. Par rapport à aujourd'hui, elle aura donc été multipliée par plus de 1,5 en 2030 et presque 3 (2,83) en 2050. Entre 1950 et 2015, elle a été multipliée par 4,55 et en 2050, elle l'aura été par quasiment 13 (12,86). Par où qu'on prenne la population, on voit que son évolution est de nature exponentielle ainsi que le confirment les courbes d'évolution¹⁵.

Le pays se prépare-t-il réellement à accueillir comme cela se doit un tel monde et à lui assurer une existence digne et durable ? Ou bien les gens se comportent-ils comme des autruches et se disent : mangeons, buvons et dansons pendant qu'il y en a encore ; et après nous le déluge ! « Ivy'ejo bibazwa ab'ejo » – « à ceux qui nous suivront de résoudre les problèmes ».

Certains pourront peut-être voir de l'exagération dans notre propos. Mais il n'est rien. Car, que constate-t-on sur le terrain. On distribue et l'on gaspille à qui mieux mieux le peu de biens qui restent dans le pays, à commencer par la précieuse terre arable que les paysans qualifient d'or

¹³ Voir graphique en suivant le lien : <http://www.gipri.ch/wp-content/uploads/2015/07/IDH-Burundi.pdf>

¹⁴ Pour plus de commodité de lecture, les chiffres ont été arrondis aux milliers.

¹⁵ Voir graphique en suivant le lien : <http://www.gipri.ch/wp-content/uploads/2015/07/Population-Burundi.pdf>

(« aurum » !) en la bradant de la manière la plus honteuse aux intérêts privés, afin d'y ériger villas somptueuses et autres commerces divers [chacun y participe à sa manière, certains plus que d'autres, sûrement !].

Mais quand les millions de gueux en haillons / guenilles se dresseront devant les villas les plus cossues des nantis, tenaillés par la faim – ils n'auront pas d'étiquettes sociales, politico-ethniques ou régionales. Ils se dirigeront vers là où il y aura encore de quoi à manger et à boire. Et oui ! D'ici là, le problème de l'eau sera devenu lui aussi crucial, à moins que l'on n'y prenne garde dès à présent.

Que les tenants du canon et de la gâchette facile pour résoudre les problèmes, y réfléchissent à deux fois car les masses en colère n'auront que faire de leurs engins de mort. Elles se diront : « n'ubundi twari dupfuye » - « de toutes les façons nous allons / allons mourir ! » Qu'importe que ce soit par le fusil, la faim et/ou la déshydratation ! Peut-être que si l'on va chez Sieur X et Dame Y – Président, Ministre, ou autre richard du coin- on mourra après avoir mangé et bu au moins pour un jour ou deux ! Et on aura alors beau faire appel à toutes les polices et les armées que l'on voudra, on aura beau tirer dans la marée des « damnés de la terre » en train d'escalader les hautes murailles et autres fortifications des gens bien, rien n'arrêtera la marée en guenilles.

Or, aujourd'hui déjà, le Burundi a grand faim. C'est, d'après l'IFPRI, le pays où l'on a le plus faim au monde ; il figure en tête des dix premiers dans ce sens – soit dans l'ordre : Burundi (1), Erythrée (2), Timor Oriental (3), Comores (4), Soudan (5), Tchad (6), Ethiopie (7), Yémen (8), Zambie (9), Haïti (10)¹⁶. Et puis, par ailleurs, il n'y a pas besoin d'études très poussées pour s'en rendre compte ; il suffit d'être dans le pays et d'ouvrir les yeux et les oreilles.

Toutes les crises suscitées en sous-mains et subies courageusement par la population ne changeront rien à la croissance inexorable de la population. Celles survenues depuis les années 1960 ont tous

tant marqué les esprits. Seulement elles semblent n'avoir eu qu'un effet très passager au Burundi comme dans les pays voisins. En tous cas au niveau du nombre. Sur le plan psycho-social et culturel, c'est par contre une catastrophe dont le pays paye un lourd tribut¹⁷ aujourd'hui. Malgré les drames de ces époques, avec leurs cortèges de malheurs, on voit que, après chaque crise, la population est chaque fois repartie de plus belle, les courbes de tendances poursuivant, quant à elles, leurs évolutions exponentielles.

Les pyramides des âges de la population burundaise nous livrent une autre information de taille, à savoir la grande jeune dont témoignent leurs bases ô combien larges – aujourd'hui comme d'ici 2050 ! Ce qui confirme, si besoin était, le caractère exponentielle et quasi inéluctable des courbes d'évolution de la population.

A noter que si la population croît à une vitesse qui peut inquiéter, il n'est encore pas trop tard d'imaginer des solutions à la misère qui la guette. Des pistes existent, à condition que change la manière de la considérer. Au lieu de ne voir en elle que des millions de miséreux et bouches à nourrir, il faut l'imaginer plutôt comme un partenaire fiable et plein de potentialités qui n'attendent qu'à être mises en valeur.

La « Protection mutuelle assurée » que nous prônons, en politique comme dans la vie de tous les jours, est gage de la paix, individuelle et collective. Elle passe par la prévention d'éventuelles catastrophes humaines qui pourraient accompagner la croissance de la population en cours. Et cela implique que des choix audacieux soient rapidement faits sur différents fronts. Pour cela, des ressources existent : une terre généreuse et un climat favorable qui permet de produire trois à quatre fois par année de quoi nourrir cette population. Une population laborieuse et ingénieuse qui ne demande qu'à être prise au sérieux et mise au travail. Sans oublier la matière grise de toutes les élites du pays partout où elles se trouvent - à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Autant de ressources qu'il convient de ne

¹⁶ D'après IFPRI *Food Policy e-Atlas* 2014: <http://www.tellmaps.com/ifpri/?subject=-1995728506&datapresentation=0>

¹⁷ C'est ce que laisse penser une analyse rapide des évolutions de 1972-73 et 1993-98 pour le Burundi ; 1994-96 pour le Rwanda, et 1998-2003 pour la RDC

pas gaspiller, mais plutôt de mettre intelligemment et rapidement au travail, dans l'intérêt de tous.

6. La paix : l'unique chemin

Mais, comment produire suffisamment à manger pour tous quand le contexte socio-politique se caractérise par la peur et l'insécurité : peur du lendemain – à court et moyen termes-, dont les fuites à l'étrangers sont quelques-unes parmi les manifestations visibles. Comment penser au travail productif et au développement du pays, qui s'inscrivent dans la longue durée, alors que l'on n'est même pas sûr d'être là le lendemain ? Quand on n'a pas la Paix ? Une paix qui est en relation directe et systémique avec le pain quotidien et le développement. Une relation que nous pouvons résumer comme suit.

C'est cette paix-là active que nous essayons de mettre en pratique et au quotidien dans le projet « Cercles de Paix et développement au Burundi ». Projet piloté par Femmes Artisans de Paix et dans lequel les « activités novatrices de développement » sont en bonne place. Projet dans lequel le GIPRI est impliqué plus particulièrement et de manière significative dans la phase d'extension de trois ans qui va démarrer en septembre 2015.

Face à la gravité des problèmes auxquels le pays est confronté et l'urgence des solutions à trouver, l'agitation autour du mandat présidentiel risque de n'être qu'un épiphénomène. La question essentielle est de savoir si, oui ou non on fait la paix. Car, comme dit M. Gandhi, « **il n'y a aucun chemin vers la paix. La paix est le chemin** ». Quant aux politiques extrêmes de population qui caractérisent les relations de pouvoir dans le pays depuis des décennies, celui qui a une quelconque parcelle de pouvoir et qui serait tenté par la manière forte de gérer ou gouverner, il devrait se rappeler ce propos de William Petty, datant de 1662 :

« Maintenant comme conséquence de notre opinion que "le travail est le père et principe actif de la richesse, de même que la terre en est la mère", nous devons nous rappeler que l'Etat, en tuant, mutilant, emprisonnant ses membres, se punit avant tout lui-même ; aussi de telles peines devraient autant que possible être évitées et commuées en amendes pécuniaires qui

augmenteront le travail et la richesse publique»¹⁸.

D'Angelo Barampama

NOTES DE LECTURE

Georges Corm

Pensée et politique dans le monde arabe La découverte, 2015



Le dernier livre de Georges Corm *Pensée et politique dans le monde arabe* devrait être lu par ceux qui veulent comprendre le monde arabe, plus encore par ceux qui se targuent de l'avoir compris en ânonnant les stéréotypes sur l'irréductible conflit entre sunnites et chiïtes ou sur la fossilisation de la pensée arabe, confondue avec l'islam, lui-même divers. Il s'agit d'une véritable somme.

Rappelons que l'auteur, économiste, historien, universitaire au Liban, fut aussi ministre des finances de son pays. Il a écrit près de trente ouvrages en cinquante ans et est aussi consultant international. Il fit la leçon inaugurale du cours d'été du GIPRI en 2007.

La complexité se prête mal aux phrases courtes de nombreux prétendus experts qui hantent les plateaux de télévision. Ce pavé de 320 pages demande du temps. Richesse d'information et finesse d'analyse sont les deux grands mérites de la pédagogie érudite de Georges Corm. L'introduction nous avertit : « *Il importe d'introduire le lecteur à la nature et à la richesse de cette culture, d'origine préislamique ou issue de la civilisation arabo-islamique, qui figure incontestablement parmi les grandes civilisations de l'histoire de l'humanité.* »

Historien scrupuleux, Corm contextualise toujours les mouvements de la pensée dans l'histoire

¹⁸ *Traité des taxes et contributions*, Londres, N. Brooke A l'Ange Cornhill, 1662, in *Les œuvres économiques de Sir William Petty*, Paris, V. GIARD & E. Brière, libraires-éditeurs, 1905, p. 77]

sociale réelle, faite de singularités et d'échanges. « *Etape majeure du commerce international et de ce qui deviendra plus tard la route de la soie, La Mecque païenne au VIIe siècle est une grande ville de commerce et d'échanges. Les habitants de la péninsule Arabique sont alors chrétiens et juifs, tout autant que polythéistes* ». Courtoise et platonique avec Imrou'l Qays (500-540), la poésie arabe est libertine chez Abou Nawas (757-815). Le *Livre des Mille et Une nuits* est un recueil de contes populaires arabes, persans et indiens. Sont évidemment évoquées les hautes figures du persan Ibn Sina (Avicenne, 980-1037) et de l'Andalou Ibn Rochd (Averroès, 1126-1198). La domination ottomane a contribué à figer la langue et la culture arabes. Le XIXe siècle entamera une véritable renaissance, qui durera jusqu'aux années 60 du vingtième siècle. Le rigorisme religieux impulsé par le wahhabisme saoudien appuie sa propagation sur les moyens financiers que permet le quadruplement du prix du pétrole, en 1973 et le pacte de l'après-guerre avec les Etats-Unis.

Le chapitre 3, « *Quelle épistémologie et quel modèle de saisie de la pensée arabe ?* » est central pour la compréhension des relations entre la pensée et la politique arabes. Elle permet de comprendre comment, bien souvent, islamophiles et islamophobes se confortent réciproquement dans les schématisations. L'historienne Leyla Dakhli rend hommage aux travaux des femmes de lettres, intellectuelles et féministes arabes. L'œuvre de Paul Houry, historique et philosophique, est la plus importante analyse de la pensée arabe et islamique et des rapports islamo-chrétiens. De son panorama, Corm tire un enseignement : « *Toute approche par l'origine ethnique ou religieuse des penseurs conduit à perpétuer un orientalisme marqué par le jeu de divisions ethniques et religieuses que le colonialisme a considérablement attisées et dont nous ne sommes malheureusement pas débarrassés aujourd'hui.* »

Au chapitre 5 : « *Les sources des discordes politiques et intellectuelles* », l'auteur relève six facteurs contemporains de dissensions arabes, internes et externes. Anouar Abdel-Malek propose de remplacer le terme « *nationaliste* » par celui de « *nationalitaire* », qui « *traduirait l'effort de construction de la nation, longtemps opprimée par une puissance extérieure.* »

Le chapitre 11 étudie « *les nationalismes islamiques comme pensée antinationaliste arabe* ».

« *Je serais tenté ici de qualifier d'antinationaliste – plus qu'antinationaliste – la pensée islamisante qui organise la vision du monde exclusivement sur des conceptions étriquées de l'islam (...) l'impact de la guerre froide sur les rivalités et contradictions des régimes arabes, ainsi que les politiques d'instrumentalisation de l'islam par les Etats-Unis (...) Les Etats-Unis, en s'érigeant en puissance impériale unique à partir de 1990, voudront remodeler le Moyen-Orient, plus particulièrement le monde arabe.* » Le coran ne détermine aucune forme d'organisation sociale ou politique : « *des juristes construiront le corpus de la charia islamique, qui a peu de rapport avec le texte sacré d'origine – tout comme le droit canon de l'Eglise catholique avec les Evangiles.* »

Relevons que l'ouvrage cite plusieurs fois les travaux de notre ami Mondher Kilani, membre du Conseil de fondation du GIPRI.

La conclusion de Corm comporte des raisons d'espérer, sans céder aux illusions. « *Les révoltes arabes de 2011, contre l'injustice sociale, l'exclusion, le chômage généralisé, la corruption des dirigeants et leur autoritarisme, ont permis aux forces du « maccarthysme religieux, déjà dénoncé en 1965 par un penseur de l'envergure de Yacine El-Hafez, de partir à l'assaut du pouvoir dans les Etats où il n'était plus possible d'arrêter la nouvelle vague révolutionnaire.* » Au passage, l'auteur dénonce opportunément « *l'authenticité identitaire – devenue une marchandise intellectuelle fort prisée pour les succès académiques ou médiatiques qu'elle peut assurer.* » La réforme intellectuelle ne suffira pas. Il faut aussi « *mettre fin au néolibéralisme qui a consolidé l'économie de rente.* »

Laissons lui la phrase finale : « *Vaincre le terrorisme qui se réclame bien à tort de la religion musulmane ne pourra se faire que de l'intérieur des sociétés arabes par le changement des paradigmes intellectuels stériles auxquels s'abreuvent toutes les dérives de nature autoritaire et hégémonique, des deux côtés de la Méditerranée, qui tentent de figer et de paralyser la pensée arabe en occultant ou marginalisant les mille facettes de la pensée critique et du savoir bien construit, ce dont je me suis efforcé ici de rendre compte* ».

Gabriel Galice

Guy Mettan
Russie-Occident, une guerre de mille ans
 Edition des Syrtes, 2015



Les événements actuels liés à la crise ukrainienne ne laissent personne indifférent. La guerre civile à deux pas de la frontière européenne oblige la société occidentale à se mobiliser afin de résoudre le conflit. Les Etats-Unis, acteur majeur sur la scène internationale, ont eux-mêmes un fort impact sur les

affaires ukrainiennes.

La Russie, soumise aux sanctions économiques, est de plus en plus stigmatisée par les médias occidentaux et américains. Il est rare qu'un Européen porte un jugement favorable à son égard. Les exceptions comme celles d'Egon Bahr ou d'Helmut Schmidt en Allemagne, de Valéry Giscard d'Estaing ou de Jean-Pierre Chevènement en France, n'en sont que plus notables. La peur, la méprise, la haine ou bien l'ignorance totale de la réalité...ce pays gigantesque continue à susciter des sentiments négatifs. Guy Mettan, journaliste, président du Club suisse de la Presse, cherche à comprendre pourquoi les « *Etats-Unis et l'Europe détestent tant la Russie* ». Dans son dernier livre, l'auteur met en exergue une analyse de la crise des relations entre la Russie et la communauté internationale, et notamment concernant l'Europe et les Etats-Unis. Il étudie les origines de cet « *acharnement* » à travers le contexte historique, religieux, géopolitique ou encore idéologique. « *Ce livre est à la fois le fruit d'une longue expérience professionnelle et personnelle et la conséquence de la crise ukrainienne de 2014* ». (p.7)

Il est important de noter que ce livre ne développe pas une opinion prorusse et antioccidentale. Comme le journaliste le mentionne dans l'avant-propos, « *la démarche n'a donc rien à voir avec un pamphlet antiaméricain ou antieuropéen [...]. Il s'agit simplement de restituer les relations Occident-Russie dans leur vérité et leur complexité et de rendre justice aux dizaines de millions de Russes qui essaient depuis vingt-cinq ans de bâtir une démocratie choisie et non importée, de reconstruire une économie dévastée*

par les privatisations, et de se forger un avenir propre et non imposé de l'extérieur. » (p.15-16)

Le livre contient 480 pages et est composé de trois parties thématiques.

Dans la première partie, l'auteur donne la définition de la *russophobie*. La russophobie, selon Guy Mettan, est « *un sentiment complexe* ». D'une part, il s'agit d'une « *détestation passive, celle qui consiste à tirer parti d'une faiblesse momentanée de la Russie pour y installer un régime favorable* ». D'autre part, « *il existe une russophobie active, agressive, qui se déploie quand la Russie retrouve ses forces et qu'il s'agit de l'empêcher de prendre trop d'importance* ». (p.36). Ce phénomène est exposé à travers des exemples concrets. La catastrophe d'Überlingen, la prise d'otages de Beslan, la guerre d'Ossétie du Sud et les JO de Sotchi, tous ces événements ont servi de prétextes aux médias occidentaux pour critiquer la Russie.

La deuxième partie est consacrée aux origines de la russophobie, aux sources diverses et variées. D'un point de vue historique, les préjugés sur la Russie sont apparus avec le couronnement de Charlemagne. Ce dernier « *dispute à l'empereur byzantin la succession de l'Empire romain* ».

La religion a également suscité une discorde suite au désir du pape romain de dominer les Eglises orientales. A partir du XVIII^{ème} siècle, une nouvelle forme de russophobie, géopolitique cette fois-ci, apparaît en raison de la course à la domination mondiale. Le mythe de l'expansionnisme russe réapparaît dans les médias actuels suite à la crise ukrainienne. L'auteur distingue plusieurs formes « nationales » de russophobie : française, anglaise, américaine et allemande. « *Leur ensemble retrace la généalogie de la russophobie dans les diverses nations européennes depuis treize siècles* ». (p. 17)

Finalement, la troisième partie évoque la construction d'un discours médiatique et académique antirusse contemporain. Pour ce faire, l'auteur examine les pratiques journalistiques à l'égard de la Russie. Le choix de mots, la sélection de sources et des faits deviennent primordiaux dans la construction de l'image négative de la Russie. « *C'est une narration dans la narration, une histoire dans l'histoire, qui s'imbrique et s'enchevêtre comme des poupées russes* ». (p. 419)

Le rôle du « méchant » est attribué à Vladimir Poutine dont chaque geste et discours prêtent à une interprétation « décortiquée » et « reformatée » par la presse occidentale.

En guise de conclusion, Guy Mettan compare l'Occident avec la « marâtre de Blanche-Neige ». Afin de retrouver la conscience en soi, cette dernière a besoin de questionner son miroir qui lui répond toujours de manière négative. De même, étant en crise, l'Europe a besoin de créer son ennemi imaginaire russe qu'elle pourrait détruire comme « l'empereur et le pape ont détruit Byzance et l'Eglise d'Orient ». La boucle est bouclée.

Kseniia Fontaine

ACTUALITE DU GIPRI

Parmi les nouveaux membres du Conseil de Fondation du GIPRI, nous vous présentons Manuela Palluat-Natural et Bruno Arcidiacono.

Manuela Palluat-Natural est licenciée-ès-lettres de l'université de Genève.



Elle a enseigné le français et l'histoire à différents niveaux dans l'enseignement public.

Elle s'est particulièrement intéressée aux problèmes de migration à travers les classes d'accueil dont elle a eu la responsabilité.

Bruno Arcidiacono est professeur en histoire des relations internationales.



Il obtient son doctorat en 1981 (Université de Genève et HEI). De 1987 à 2015, il est membre du corps enseignant de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID). Ses domaines de

recherche ont été, au départ, la Seconde Guerre mondiale (en particulier les relations interalliées et les origines de la guerre froide), les Balkans

dans les relations internationales aux XIX^e et XX^e siècles, les origines de la Première Guerre mondiale, et en général l'évolution du système international de 1815 à 1945. Sur ces thèmes il a publié notamment *Le "précédent italien" et les origines de la guerre froide* (Bruxelles, 1984) et *Alle origini della divisione europea. Armistizi e Commissioni di controllo alleate in Europa orientale, 1944-1946* (Florence, 1993). Bruno Arcidiacono étudie actuellement les conceptions du système international depuis le XVII^e siècle, et a récemment fait paraître *Cinq types de paix. Une histoire des plans de pacification perpétuelle, XVII^e-XX^e siècles* (Paris, 2011).

* * * * *

Depuis le printemps le GIPRI accueille également pour quelques mois une stagiaire.

Kseniia Fontaine est étudiante en Master Russie-Europe Médiane à l'Université de Genève (Global Studies Institute).

Linguiste, professeur diplômée de langues étrangères (Université Linguistique de Nijni Novgorod, Russie, 2007-2013)

Kseniia Fontaine est collaboratrice au GIPRI depuis mars 2015 où elle travaille sur le projet « Quelle paix pour quel ordre du monde ».



INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES POUR LA PAIX A GENEVE (GIPRI)

Bureau de la Fondation :

G. Galice (Président)

R. Eraers (Vice-président)

G. Antille (Trésorier)

M. Palluat Natural (Secrétaire)

Rue de la Paix, 7 bis

1202 Genève / Suisse

022 301 71 40

Site internet : www.gipri.ch

Les opinions exprimées dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs.